



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

équarrissage

Question écrite n° 10904

Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales sur les aides de l'Etat aux équarisseurs. Les abattoirs doivent assumer des coûts de collecte et de traitement des déchets supplémentaires et croissants puisque ces déchets sont de moins en moins recyclables et de plus en plus chers à éliminer. Ces coûts de collecte et d'incinération qui ont plus que doublé entre 2000 et 2002, risquent encore d'être revus à la hausse si les pouvoirs publics venaient à diminuer les aides aux équarisseurs. Pour les abattoirs, cette situation serait difficile à vivre, ce d'autant que les équarisseurs peu concurrencés sont libres en matière de fixation des barèmes des prix. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures il entend prendre en matière d'aides aux équarisseurs.

Texte de la réponse

L'attention du ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales a été appelée sur les conséquences économiques pour la filière de la baisse des aides publiques de fonctionnement aux producteurs de farines d'origine animale. L'économie de la filière viande a été profondément perturbée depuis dix ans par les conséquences de l'épizootie de l'Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB). Les matériels à risque spécifiés au regard des encéphalopathies spongiformes subaiguës transmissibles, les cadavres d'animaux et les saisies sanitaires à l'abattoir sont collectés et détruits dans le cadre d'un service public, financé par l'Etat, depuis le 1er janvier 1997. Par précaution, les farines et graisses animales ont été suspendues dans l'alimentation des animaux le 14 novembre 2000. De fait, certains sous-produits de l'abattage, auparavant valorisés dans l'alimentation animale, notamment sous forme de farines, sont devenus des déchets engendrant des coûts d'élimination. Les équarisseurs, autrefois acheteurs de matières premières valorisables aux abattoirs et producteurs de produits agricoles, sont devenus des prestataires d'un service de collecte et d'élimination, voire de valorisation de déchets facturés aux abattoirs. Afin de préserver le fonctionnement des filières animales en garantissant la continuité du traitement des déchets et l'équilibre économique des opérateurs industriels concernés, l'Etat a indemnisé les produits aux prix du marché et a assumé le coût de leur destruction ou de leur stockage en vue de leur destruction ultérieure. Les aides mises en place dans l'urgence d'une situation de crise ont déjà été baissées plusieurs fois au cours des deux dernières années et doivent aujourd'hui être à nouveau réduites. En effet, les aides à l'élimination des déchets indexées sur le débouché historique le plus rémunérateur, à savoir l'alimentation du bétail, ainsi que le stockage public qui conduit l'Etat à prendre en charge la totalité des frais d'entreposage et d'incinération ultérieure pénalisent le développement de valorisations industrielles ou de nouvelles voies de destruction. Il appartient donc à l'Etat d'inciter les opérateurs, d'une part, à préférer la valorisation (lipochimie, aliments pour carnivores domestiques, engrais ou cogénération d'électricité...) à la destruction des sous-produits, et, d'autre part, à recourir à l'incinération des farines plutôt qu'au stockage public. Aussi, le gouvernement a-t-il entrepris de modifier les décrets régissant l'intervention de l'Etat dans l'aide à la destruction des sous-produits, avec pour objectif de favoriser l'élimination des déchets et des farines, de veiller à ce que les coûts liés au traitement des déchets soient intégrés par la filière, et de répondre à nos obligations vis-à-vis de la Communauté européenne. Ces modifications visent, sur le plan

national, à proposer aux opérateurs un dispositif simple, prévisible pour permettre à la filière de s'organiser et de chercher à maîtriser sa production de déchets, à rechercher de nouvelles voies de valorisations commerciales et à internaliser les coûts du traitement des déchets en les répercutant autant que possible sur l'aval. Sur le plan communautaire, la mesure répond au souci de la Commission de démanteler rapidement les aides nationales qu'elle a pu tolérer au titre de la lutte contre l'ESB et qui, désormais, compromettent à ses yeux l'équité des conditions de concurrence entre opérateurs des différents Etats membres. Les producteurs de déchets et les prestataires de services sont invités à établir des relations contractuelles durables. Il importe que la gestion des déchets et la répartition des coûts soient intégrés par tous les opérateurs économiques. Cela est vrai dans le secteur agricole comme dans tous les secteurs. Naturellement, si des risques sanitaires existent, des soutiens publics peuvent être envisagés. C'est la raison d'être du SPE, que le ministre entend défendre auprès des autorités européennes. Parallèlement, le ministre encourage les industriels à investir dans le traitement des déchets, tant au niveau d'unités intégrées à des abattoirs, désormais éligibles à la mesure d'aide aux investissements visant à l'amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles du plan de développement rural national et qui bénéficieront d'un taux d'aide nationale majoré, qu'au niveau d'investissements plus lourds concernant des usines de cogénération spécialisées dans la destruction des déchets. Enfin, le ministre soucieux des coûts supplémentaires, mais inéluctables qui sont imposés aux entreprises françaises, a demandé à ses services d'examiner les conditions d'autorisation de certaines matières qui ne présentent pas de risque sanitaire particulier, sous réserve de la garantie et du contrôle de l'absence de contamination avec des matériels à risque. Les graisses de volailles font actuellement l'objet d'un tel examen.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

Circonscription : Lozère (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10904

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : agriculture, alimentation et pêche

Ministère attributaire : agriculture, alimentation et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 janvier 2003, page 434

Réponse publiée le : 31 mars 2003, page 2451